

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



Mars 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

Le mois de février n'a pas été porteur de bonnes nouvelles, bien au contraire. La Banque du Canada a révélé craindre que la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis n'entraîne une réduction « permanente » du PIB canadien. Le billet vert a vacillé chaque fois que Donald Trump a fait une déclaration sur les taxes douanières. La zone euro n'est toujours pas parvenue à s'extraire de la stagnation. La crise est telle que la Banque d'Angleterre a diminué de moitié ses prévisions de croissance pour l'économie britannique en 2025. Enfin, le nombre de mariages a chuté l'an dernier de 20.5% en Chine, « pour des raisons économiques ». Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En février, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur reculer de 1.4428 à 1.4194. Le taux d'inflation a été de 1.9% en janvier au Canada, soit 0.1 point de pourcentage de plus que le mois précédent, selon Statistique Canada.

Le gouvernement Trudeau avait instauré un congé de taxe de vente sur une gamme de produits tels que les aliments, les repas au restaurant et les vêtements pour enfants de la mi-décembre à la mi-février, afin d'atténuer les pressions inflationnistes. Les prix des aliments du panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC) ont ainsi reculé de 0.6% en janvier, la première baisse depuis mai 2017. Mais sans l'allègement fiscal, ils auraient crû de 2.7%, estime Statistique Canada. L'inflation demeurant voisine de la cible de 2% qu'elle vise, la Banque du Canada a été en mesure de se lancer dans l'assouplissement des taux d'intérêt le plus agressif parmi les pays du G7. Le mois dernier, elle a diminué son taux directeur à 3%, sa sixième réduction consécutive.

Cela étant, le conseil de direction de la Banque du Canada estime qu'une guerre commerciale prolongée avec les États-Unis réduirait de manière « permanente » le niveau du produit intérieur brut (PIB) canadien. « Il est clair qu'un tel conflit entraînerait une baisse de l'activité économique », a-t-il souligné dans un compte rendu. Le Canada, qui exporte près de 75% de ses biens et services vers les États-Unis, a clairement fait savoir qu'il riposterait, ce qui, selon la banque centrale canadienne, ne manquerait pas d'« aggraver la situation économique » du Canada.

On assisterait dès lors au phénomène de la boule de neige, laquelle va en grossissant à mesure qu'elle dévale la pente. « Cela réduirait les revenus, perturberait la chaîne d'approvisionnement, alimenterait l'inflation et affaiblirait davantage le dollar canadien », indique la Banque du Canada. À cela s'ajoutent d'autres sources d'inquiétude : « Certaines entreprises canadiennes envisagent d'ores et déjà de s'installer aux États-Unis, ce qui provoquerait une fuite de capitaux et nuirait à la compétitivité canadienne », indique le compte rendu. Le président américain Donald Trump doit annoncer au début de mars s'il lance une guerre commerciale contre le Canada, ou pas.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY a reculé en février de 108.99 à 106.62. Le dollar américain accuse le coup par rapport aux autres monnaies en raison essentiellement des turbulences créées et alimentées par les déclarations aussi tonitruantes que contradictoires du président américain Donald Trump. Des turbulences qui inquiètent au plus haut point les investisseurs.

C'est que l'occupant de la Maison-Blanche semble changer de cibles à tout instant, sans raison précise. Un jour, il menace d'imposer une taxe douanière généralisée de 25% à toutes les importations américaines. Le lendemain, une taxe sur l'acier et l'aluminium, elle aussi de 25%. Le surlendemain, une taxe sur les automobiles, les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques, une fois de plus à hauteur de 25%.

« Nous avons noté que le billet vert vacillait chaque fois que Donald Trump faisait une déclaration sur les taxes douanières, dit Chester Ntonifor, stratège en chef, de BCA Research, à Montréal. Il se produit donc le même phénomène que lors de son premier mandat présidentiel, durant lequel il s'était également servi du levier de pression des taxes douanières. » Les responsables de la Réserve fédérale (Fed) ont ajouté que toutes ces turbulences entraînaient « des risques croissants d'aggravation de l'inflation », qui était en hausse à 3% en janvier. Cela explique en grande partie, disent-ils, leur décision de « maintenir les taux directeurs inchangés », dans une fourchette allant de 4.25% à 4.50%.

La chaîne de supermarchés Walmart a averti à la mi-février que la croissance de ses ventes et de ses bénéfices ralentirait sûrement en 2025, « à cause des risques élevés de regain de l'inflation ». Cette prévision a fait chuter son action de près de 6% en début de séance le jour même, entraînant avec elle le Dow Jones, qui a accusé un recul de 1%. David Silverman, directeur principal, de l'agence de notation Fitch Ratings, abonde dans le même sens. « Le commerce de détail va être marqué par une grande instabilité en 2025 », affirme-t-il, en expliquant que celle-ci est « consécutive aux déclarations présidentielles » sur les taxes douanières et, par suite, à la « baisse continue de la confiance des consommateurs ». À noter, à cet égard, qu'un seul président américain a été plus impopulaire auprès des Américains que l'actuel 47e président en début de mandat, et celui-ci était... le 45e président, selon les données de CNN.



EUR



ZOOM SUR ▼ L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD est passée le mois dernier de 1.0344 à 1.0461. La zone euro est en pleine stagnation, son indice PMI Flash de S&P Global étant à 50.2 en février, inchangé par rapport au mois précédent. (Un score supérieur à 50 dénote une croissance de l'activité économique, et inférieur à 50, une contraction.) « L'instabilité politique en France et la menace de taxes douanières de la part des États-Unis engendrent un climat d'incertitude, lequel incite les investisseurs, les consommateurs et les entrepreneurs à faire preuve de prudence », dit Cyrus de la Rubia, économiste, de la Hamburg Commercial Bank (HCOB).

Sur l'ensemble de 2024, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a augmenté de seulement 0.7%, après une progression dérisoire de 0.4% l'année précédente. De leur côté, les États-Unis ont connu, eux, une croissance de 2.8% l'an dernier.

Aux problèmes structurels de l'économie européenne s'ajoutent les craintes de guerres commerciales dans le monde, le président américain Donald Trump menaçant de relever les droits de douane des États-Unis. « De plus grandes frictions dans le commerce mondial pourraient peser sur la croissance de la zone euro, en pénalisant les exportations », dit Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Et elles pourraient de surcroît rendre « les perspectives d'inflation de la zone euro plus incertaines ». De fait, l'inflation a gagné en intensité en janvier dans la zone euro, à 2.5%, soit 0.1 point de pourcentage de plus que le mois précédent, selon Eurostat. C'est son niveau le plus élevé depuis juillet 2024. L'inflation de base, qui exclut les prix volatils de l'énergie et des denrées alimentaires, est restée stable à 2.7%. Parmi les principales composantes de l'inflation, les services ont enregistré le taux le plus élevé, à 3.9%.

L'inflation touche l'Europe de manière disparate. La Croatie a affiché en janvier le taux d'inflation le plus élevé (5%), suivie de la Belgique (4.4%) et de la Slovaquie (4.1%). L'Irlande, la Finlande et l'Italie ont enregistré les taux d'inflation les plus bas, à respectivement 1.5%, 1.6% et 1.7%. Face à ce contexte morose, l'Union européenne mise sur des mesures de soutien à l'investissement et une simplification administrative, afin d'insuffler un nouvel élan aux entreprises. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a ainsi plaidé pour une politique « plus pro business », en particulier dans le secteur industriel.



GBP



ZOOM SUR ▼
LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

La paire GBPUSD a vu sa valeur croître de 1.2450 à 1.2645 en février. L'économie britannique a connu une croissance inattendue lors du dernier trimestre de 2024, à 0.1%, avec un mois de décembre à 0.4%, selon l'Office for National Statistics (ONS). Et ce, grâce aux secteurs de la construction et des services qui ont enregistré un regain d'activité.

Cependant, la plupart des analystes ne sautent pas pour autant de joie. Paul Dales, économiste en chef, Royaume-Uni, de Capital Economics, considère ainsi que l'économie est en « stagnation », et que cela perdurera « au moins durant les six premiers mois de 2025 ». Une donnée de l'ONS le conforte dans cette idée : le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, qui correspond au niveau de vie des Britanniques, a été en recul de 0.1% en 2024, et rien n'indique qu'il va aller en s'améliorant, estime-t-il.

À cela s'ajoute le fait que les entreprises britanniques peinent toujours à s'adapter aux « coûts élevés » et sont confrontées à « davantage d'incertitude » en raison des turbulences économiques et géopolitiques créées par Washington, notent les experts de la Banque d'Angleterre. Cela affecte aujourd'hui, et « devrait sûrement affecter demain », les embauches, les bénéfices et les investissements des entreprises, expliquent-ils. En conséquence, la Banque d'Angleterre a sabré dans ses prévisions de croissance pour l'économie britannique en 2025, les faisant passer de 1.5% à 0.75%.

Quant aux finances publiques du Royaume-Uni, elles ont enregistré un excédent de 15.4 milliards de livres sterling le mois dernier, soit 0.8 milliard de plus qu'un an plus tôt. Le hic? Cet excédent est inférieur aux 20 milliards de livres sterling que l'Office for Budget Responsibility (OBR) avait projeté en octobre. « En raison de cette performance décevante, l'OBR risque fort de brider l'élan du gouvernement Starmer dans son vaste plan de relance », dit Alex Kerr, économiste, de Capital Economics. Ce dernier fait écho à l'annonce tonitruante du premier ministre qui a promis, en décembre, « le plan de changement le plus audacieux depuis une génération », comportant « moins d'attente aux urgences », « plus de policiers » et « plus de logements ».



CNH



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

En février, la paire de devises USDCNH est passée de 7.3097 à 7.2511. L'activité manufacturière chinoise a progressé moins que prévu en janvier : l'indice PMI manufacturier de Caixin a crû de 50.1 le mois dernier, en deçà des attentes de 50.6 et du score du mois précédent de 50.5. (Un score supérieur à 50 correspond à une augmentation de l'activité, et inférieur, à une contraction.)

« Le niveau d'optimisme des entreprises avait accusé le coup, à la suite de la menace d'une taxe douanière généralisée de 10% brandie par le président américain Donald Trump, explique Wang Zhe, économiste principal, de Caixin Insight Group. Et depuis, leur moral a sûrement été plombé par le fait qu'il est vraiment passé à l'acte au début de février. »

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0.5% le mois dernier, soit son niveau le plus élevé depuis cinq mois, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Cette donnée pourrait paraître encourageante, la Chine étant empêtrée dans une grave déflation depuis de nombreux mois. En revanche, l'IPC de janvier est « faussée », estime Xu Tianchen, économiste principal, de l'Economist Intelligence Unit.

En effet, le Nouvel An lunaire, la plus grande fête annuelle de la Chine, a débuté en janvier cette année, alors qu'il a d'habitude lieu en février. En règle générale, les prix augmentent à cette période de l'année, les consommateurs stockant des biens, en particulier de la nourriture pour les grandes réunions de famille. « Les prix à la production ne devraient pas revenir en territoire positif à court terme, car la surcapacité dans les biens industriels perdure », considère Xu Tianchen, en ajoutant qu'il faudra « encore quelques trimestres pour sortir de la déflation ».

Un signe révélateur de la profondeur de la crise est que le nombre de mariages a chuté en Chine de 20.5%, l'an dernier. Il est passé de 7.7 millions en 2023 à 6.1 millions à 2024, selon les données du ministère des Affaires civiles. La raison principale de ce recul prononcé, estiment les experts du ministère, réside dans le fait que « les Chinois hésitent de plus en plus à avoir des enfants », et ce, « pour des raisons économiques ».



COMMO



ZOOM SUR ▼
L'OR

PLUS DE DÉTAILS

Le prix de l'once d'or a bondi de 44.25% sur les 52 dernières semaines, en nette progression depuis l'élection du président américain Donald Trump, avec un pic à 2973.74 USD atteint le 23 février. Les fonds négociés en bourse (FNB) adossés à l'or physique ont enregistré un afflux net de 3.4 milliards USD en 2024, indique le World Gold Council. C'est la première entrée nette enregistrée en quatre ans.

L'attrait actuel pour l'or, classique « valeur refuge », résulte en grande partie des turbulences économiques et géopolitiques déclenchées par le nouvel occupant de la Maison-Blanche. En effet, ce dernier ne cesse de menacer d'imposer diverses taxes douanières aux pays commerçant avec les États-Unis.

D'autres facteurs entrent également en ligne de compte. Parmi eux figure l'affaiblissement du billet vert : l'indice DXY a reculé de 2% depuis la mi-janvier, ce qui a tendance à pousser à la hausse les prix des métaux précieux. Il y a aussi la baisse de rendement des obligations : celui des obligations américaines à 10 ans a fondu de 27 points de base, ce qui renforce l'attrait des investissements en or non productifs.

L'intérêt croissant des investisseurs pour l'or s'est traduit par une hausse des demandes de livraison d'or physique dans les coffres approuvés par le New York Commodities Exchange (Comex), la bourse américaine spécialisée dans l'énergie et les métaux précieux. Ainsi, les exportations d'or de la Suisse vers les États-Unis ont crû à 192.9 tonnes en janvier, contre 64.2 tonnes en décembre. Il s'agit du plus gros volume d'or expédié par la Suisse, l'un des plus grands exportateurs d'or du monde, depuis 2012.

L'or devrait flirter toute l'année avec les sommets qu'il connaît aujourd'hui. Selon les analystes de Trading Economics, l'once d'or devrait avoisiner les 2832 USD à la fin du trimestre en cours. Et elle devrait valoir près de 2940 USD à la fin de 2025.





La vie bientôt plus chère pour les Américains?

Si le président américain Donald Trump impose bel et bien une taxe douanière de 25% à toutes les importations américaines, quel sera l'impact réel pour les consommateurs américains? Une étude du Washington Post montre que cela aurait avant tout des « répercussions significatives » sur les produits alimentaires, car les États-Unis ont importé l'an dernier pour 9.9 milliards USD de légumes depuis le Mexique. Subiraient également un impact certain les biens de consommation (jouets, cellulaires, postes de télévision, etc.) ainsi que les véhicules et les pièces détachées..

Source : The Washington Post.

Lien : [ICI](#)

Qui va reconstruire Gaza?

La reconstruction de Gaza représenterait un gigantesque projet de 50 milliards USD, selon les calculs des Nations unies, de l'Union européenne et de la Banque mondiale. D'ores et déjà, plusieurs géants de l'industrie de la construction se positionnent sur ce marché. Un conglomérat égyptien propose un plan de cinq ans, qui maintiendrait sur place la population, laquelle serait hébergée dans des habitats provisoires, le temps de la reconstruction. De son côté, l'homme d'affaires égyptien Hisham Talaat Moustafa se propose de tout rebâtir en seulement trois années, pour seulement 27 milliards USD. Quant à l'émirati Khalaf Al-Habtoor, l'un des hommes d'affaires les plus prospères de Dubaï, il mise sur une « démarche holistique », les nouveaux bâtiments devant favoriser une « meilleure cohésion sociale », et donc, une « paix durable » (sans toutefois expliciter qui devrait gouverner le territoire).

Source : The New York Times.

Lien : [ICI](#)

”
LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

